

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 83.
N° 2.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO TENUARE 1934.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.	61 fr.	37 fr.	20 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	1 50
Annonces commerciales et avis divers :	4 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	1 40

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1933

Pages

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

9 novembre....	Décret établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933, à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale (Arrêté de promulgation n° 11 c., du 10 janvier 1934).....	19
4 juillet.....	Rectificatif au J. O. R. F. du 21 juillet 1933 (page 7612) et au Journal officiel de la Colonie du 4 ^{er} octobre 1933 (page 344)....	20

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

30 décembre....	Arrêté n° 858 s. g., approuvant les statuts et autorisant le fonctionnement d'un Cercle Chinois à Papeete.....	20
1934		
6 janvier.....	Décision n° 1 s. g., complétant la décision n° 752 s. g., du 29 novembre 1933, fixant la composition de l'équipage de la "Mouette".....	20
8 janvier.....	Circulaire au sujet de la révision des listes électorales.....	21
	Circulaire relatif aux prestations.....	22
Extraits.....		23

AVIS OFFICIELS

Avis au sujet des listes électorales.....	24
Avis. — Des Forêts-Vent. — Enquête de commodo et incommodo.....	24
Avis à Messieurs les exportateurs de café (primes pour l'année 1932).....	24
Service des Contributions. — Avis divers.....	24
Service des Travaux publics. — Avis divers.....	25
Transfert des propriétés. — Demandes de vente.....	25

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de décembre 1933.....	25
---	----

DIVERS

Annonces judiciaires.....	26
Annonces commerciales et avis divers.....	27

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 11 c., promulguant dans la Colonie le décret du 9 novembre 1933, établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933 à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale.

(Du 10 janvier 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 541 c., du 10 septembre 1931,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur le décret du 9 novembre 1933, établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933, à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale (J.O.R.F., du 14 novembre 1933, page 11478).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 janvier 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCRET établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933, à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale.

Du 9 novembre 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre du budget,

Vu l'article 4 de la loi du 6 août 1933, tendant à établir des

droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Le Ministre des colonies est chargé d'opérer la répartition du crédit qui, en exécution de l'article 4 de la loi sus-visée du 6 août 1933, sera ouvert chaque année par la loi de finances.

Cette répartition sera opérée au prorata, pour chaque année, de la moyenne des quantités de matières oléagineuses produites et exportées par les colonies et territoires intéressés au cours des trois dernières années.

Pour le calcul de cette moyenne, les quantités de matières oléagineuses sus-indiquées seront chiffrées d'après leur teneur en huile.

Les bénéficiaires de la répartition devront utiliser les ressources mises à leur disposition selon un programme qui devra recevoir l'approbation du Ministre des colonies.

Art. 2.— Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre du budget,

ABEL GARDEY.

Application de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée, relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation.

(J. O. R. F. du 7 novembre 1933, page 11313). — (J. O. de la Colonie du 1^{er} octobre 1933, page 344).

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 juillet 1933, page 7612, Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones, remplacer les trois premiers alinéas par le texte suivant :

« En regard de la rubrique : Administration centrale et services extérieurs, porter les indications suivantes :

« Fonctionnaires et agents du service général, service de manipulation, de distribution et de transport de dépêches, facteurs receveurs, agents principaux de surveillance, agents manipulateurs du service télégraphique. — Service auxiliaire, 2^e et 1^{re} réserve ; service armé, 2^e réserve.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 858 s.g., approuvant les statuts et autorisant le fonctionnement d'un Cercle chinois à Papeete.

Du 30 décembre 1933.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 60 paragraphe 1^{er} du décret organique du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les articles 291, 292, 293 et 294 du Code Pénal en vigueur dans la Colonie ;

Vu la demande formulée à la date du 23 novembre 1933, par M. Augustin Chung, n° 4509 ;

Vu les statuts joints à la demande,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est autorisé le fonctionnement d'un cercle chinois à Papeete dans les conditions prévues par les dispositions prévues du Code Pénal et conformément aux statuts déposés.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 décembre 1933.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 1 s.g., complétant la décision n° 752 s.g., du 29 novembre 1933, fixant la composition de l'équipage de la "Mouette".

(Du 6 janvier 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 752 s.g., du 29 novembre 1933 fixant la composition et la solde de l'équipage de la "Mouette" ;

Vu la nécessité d'assurer aux membres de cet équipage une tenue décente,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Les hommes d'équipage de la "Mouette", devront posséder un trousseau individuel ainsi constitué et d'un modèle uniforme :

- 2 Vareuses de toile blanche.
- 2 Pantalons de toile blanche.
- 4 Tricots de coton,
- 2 Pantalons de toile bleue, courts.
- 2 Chapeaux de toile blanche.
- 1 Chapeau de paille tressée.
- 2 paires de Chaussures dites "Tennis".
- 1 Ceinture de Cuir.
- 1 Couteau de poche.
- 1 Couverture.
- 1 Gilet de laine bleue tricotée.

Art. 2.— La dépense nécessitée par l'achat de ces vêtements sera avancée par le Budget Local qui en récupérera le montant au moyen d'une retenue minimum de 25 francs par mois sur la solde individuelle.

Art. 3.— Le Capitaine de la "Mouette", sera chargé de la constitution du trousseau de ses hommes et devra provoquer, chaque fois qu'il sera nécessaire, la prise d'une décision déterminant le montant de l'avance à faire suivant les besoins du navire.

Art. 4.— L'Administrateur des Tuamotu sera chargé de l'application de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 janvier 1934.

L. MONTAGNÉ.

CIRCULAIRE

Papeete, le 8 janvier 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

à Messieurs les Présidents des Conseils de districts, Chefs d'îles et Chefs de vallées.

sous couvert

de MM. les Administrateurs, Chefs de Circonscription.

Vous avez déjà commencé, conformément aux instructions que je vous ai fait tenir antérieurement, la révision des listes électorales.

Pour vous éviter toute erreur, je tiens à vous rappeler ici les principales opérations auxquelles donne lieu cette révision.

ETABLISSEMENT DU TABLEAU D'ADDITIONS ET DE RETRANCHEMENTS

ADDITIONS. — Du 1^{er} au 20 janvier doivent être ajoutés à la liste électorale de l'année précédente :

1° Les citoyens français d'origine et les citoyens français anciens sujets du protectorat (Tahiti, Moorea, Tuamotu, Tubuai-Raivavae) âgés d'au moins 21 ans et ayant 6 mois de résidence dans le district ; ces deux conditions devant être remplies avant le 1^{er} avril de l'année en cours ;

2° Les sujets français et les étrangers qui auraient obtenu la naturalisation française ;

3° Les citoyens français qui auraient été précédemment omis à tort ;

4° Les citoyens français qui, au moment de la révision de la liste, sont inscrits au rôle des patentés, des licences et de la contribution foncière.

Les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs devront être délivrés, sur simple demande, gratuitement sur papier libre, avec en tête l'énonciation de leur destination spéciale et n'être employés que pour cette seule circonstance.

RETRANCHEMENTS. — Durant la même période :

Vous retrancherez tous les individus quels qu'ils soient, qui ne réunissent pas les conditions de nationalité énumérées plus haut, quand bien même ils seraient porteurs d'une carte d'électeur.

Vous retrancherez aussi :

1° Les individus décédés ;

2° Ceux dont la radiation a été ordonnée par les autorités compétentes ;

3° Ceux qui ont quitté la Colonie ou le district sans esprit de retour ;

4° Ceux qui ont perdu les qualités exigées par la loi soit par suite de condamnation, soit pour toute autre cause ;

5° Ceux que vous reconnaîtrez avoir été indûment inscrits bien que leur inscription n'ait pas été attaquée ;

6° Les personnes en service dans les armées de terre et de mer.

PUBLICATION DES TABLEAUX DES MODIFICATIONS

Le tableau contenant les additions et les retranchements sera déposé au plus tard, le 25 janvier à la chefferie, où tout requérant pourra en prendre copie.

Le jour même du dépôt, vous en donnerez avis par des affiches que vous ferez apposer aux lieux accoutumés.

Le tableau des additions et retranchements doit comprendre deux parties distinctes : d'un côté, les additions, et de l'autre les retrans-

chements. Dans la partie consacrée aux retranchements vous aurez soin de mentionner succinctement le motif de la radiation en regard du nom de l'électeur.

RÉCLAMATIONS

Dans les quinze jours, à compter de la publication des listes et le 10 février, au plus tard, tout citoyen omis pourra vous présenter sa réclamation ; tout électeur inscrit pourra, dans le même délai, réclamer l'inscription ou la radiation d'un individu omis ou indûment inscrit.

Vous ouvrirez à la Chefferie un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date, vous donnerez récépissé de chaque réclamation.

Vous avertirez, sans frais, l'électeur dont l'inscription aura été contestée.

Les réclamations seront jugées en premier lieu par vous.

Notification de la décision intervenue devra être faite dans les trois jours de la réception de la réclamation et, en tout cas, avant le 15 février, aux parties intéressées qui pourront interjeter appel dans les cinq jours de la notification.

Dans les localités où il existe soit un tribunal, soit une justice de paix l'appel sera établi par simple déclaration au greffe et porté devant le Président du tribunal où le juge de paix qui statuera en dernier ressort, dans les trois jours, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

Dans les autres localités, l'appel sera porté devant une Commission présidée par vous-même avec, comme assesseurs, deux citoyens français qui statueront, aussi, en dernier ressort, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

CLOTURE DE LA LISTE

Le 25 février prochain à 6 heures du soir, vous reprendrez la liste électorale de l'année 1933. Vous enlèverez de cette liste tous les noms maintenus au tableau "retranchements" et ceux des électeurs décédés ou privés du droit de vote par jugement intervenu depuis l'établissement de ce tableau ; vous ajouterez, au contraire, à cette liste tous les noms figurant au tableau "additions" et ferez enfin toutes les modifications régulièrement ordonnées.

Le tableau, ainsi obtenu, vous classerez les noms par ordre alphabétique et vous les recopierez sur une nouvelle liste qui, signée par vous, constituera la liste électorale pour l'année 1934.

Cette liste sera conservée aux archives de la Chefferie et tenue à la disposition des habitants qui voudraient en prendre connaissance.

Aussitôt après, c'est-à-dire, le 26 février au plus tard, vous constituerez un dossier avec :

Une copie de l'ancienne liste électorale, en l'occurrence celle de 1933 ;

Une copie du tableau des "additions et retranchements" ;

Une copie du procès-verbal établi par vous pour constater l'accomplissement des formalités ci-dessus énumérées ;

Et une copie de la liste électorale nouvelle établie pour l'année 1934, compte tenu des additions et des retranchements ;

le tout dûment signé par vous.

Vous placerez tous ces documents sous enveloppe et les adresserez, suivant le cas, au Cabinet du Gouverneur (pour Tahiti et Maïao) ou au Représentant de l'Administration, Chef de Circonscription ou Administrateur dont vous dépendez.

J'appelle votre attention d'une façon toute particulière sur la situation des indigènes des Îles Marquises, Gambier, Îles-Sous-le-

Vent, Rurutu, Rimatara et Rapa qui ne sont pas "citoyens" français (Décision du Conseil d'Etat en date du 24 avril 1891, J.O. du 5 août 1891) et vous prie de vous conformer de la façon la plus stricte aux instructions générales qui précèdent.

L. MONTAGNÉ.

CIRCULAIRE

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

à Messieurs les Présidents des Conseils de districts, de la Circonscription de Tabiti et Dépendances.

L'étude de la question des prestations dans les circonscriptions administratives m'a conduit à envisager diverses mesures ayant pour objet de simplifier, d'uniformiser et d'adapter aux nécessités de l'heure, l'utilisation de la main-d'œuvre prestataire.

Tout d'abord, j'ai décidé de vous laisser *sous la direction et le contrôle du Chef du Service des Douanes et Contributions*, la responsabilité de l'établissement des rôles de prestations et celle de la réquisition.

L'exécution des travaux à effectuer au moyen de la main-d'œuvre prestataire reste placée *sous la direction du Chef du Service des Travaux publics*. Lesdits travaux devront être compris dans le plan de campagne général, mais, dans l'avenir, feront l'objet d'un extrait de ce plan pour former un "programme des travaux à exécuter au moyen des prestations" qui sera joint au plan d'ensemble, comme pièce annexe.

Pas plus que le plan de campagne ne peut recevoir un commencement d'exécution avant d'avoir été approuvé, le programme d'utilisation de la main-d'œuvre prestataire ne pourra être entrepris sans avoir reçu mon approbation.

C'est pour réaliser ces réformes qu'a été pris l'arrêté du 14 novembre 1933, publié au *Journal officiel* du 1^{er} décembre (page 437).

Vous voudrez bien trouver, ci-dessous, les prescriptions relatives, tant à l'établissement des rôles de prestations, qu'à l'exécution des prestations.

a) Etablissement des rôles.

Les rôles de prestations seront établis en trois expéditions par vous et sous votre seule responsabilité. Le Chef du Service des Douanes et Contributions aura à veiller à ce que lesdits rôles ne soient pas seulement les copies des précédents, mais un recensement sincère et exact de tous les prestataires.

Ceux qui auraient été omis ou oubliés devront être portés sur des rôles supplémentaires établis chaque trimestre.

b) Programme des travaux à effectuer avec la main-d'œuvre prestataire.

Ce programme, établi par le Chef du Service des Travaux Publics, fait partie du plan de campagne mais en est en quelque sorte une partie séparée; il comprend:

a) Les travaux d'intérêt général, tels qu'entretien des routes de communication et tous ceux présentant un caractère d'intérêt commun à plusieurs districts.

b) Les travaux d'intérêt local intéressant plus particulièrement un district, tels que voies de pénétration, adduction d'eau, reboisement, warfs, etc... dont le plan d'exécution devra faire l'objet d'une délibération du Conseil de district qu'ils intéressent;

délibération dont un extrait me sera adressé, chaque année, avant le 1^{er} juin, pour les travaux à exécuter l'année suivante.

Il ne pourra être, en principe, utilisé pour ces travaux que les 2/7 des prestations effectuées en nature.

Le programme d'ensemble des travaux des prestations sera établi par le Chef du Service des Travaux Publics et devra me parvenir en même temps que le plan de campagne avant le 15 juin.

Exécution des prestations.

Les rôles primitifs établis devront parvenir à mon Cabinet avant le 15 décembre de chaque année. Exceptionnellement, je vous prie de prendre toutes dispositions utiles pour que les rôles primitifs de 1934 me parviennent, au plus tard, le 28 février prochain.

Les rôles vous seront retournés aussitôt après approbation.

Dès réception des rôles approuvés, vous devrez établir un avertissement pour chaque contribuable qui, dans un délai de quinze jours, vous fera connaître son intention de se libérer en argent ou en nature.

Dès que vous aurez pris connaissance des intentions du contribuable, vous en prendrez note sur le rôle, dans la case réservée à cet effet et vous en aviserez aussitôt le Trésorier-payeur.

Les travaux d'intérêt général seront entrepris en tenant autant que possible compte du calendrier agricole sous la direction du Chef du Service des Travaux Publics qui aura à vous aviser, cinq jours à l'avance, de lui fournir X prestataires, à telle date et à tel endroit.

Vous aurez à établir les réquisitions aux prestataires en nombre correspondant à celui que vous aura demandé le Chef du Service des Travaux Publics et à les inscrire sur les feuilles d'attachement que vous remettrez en double au surveillant chargé de l'exécution du travail.

Ces feuilles vous seront rendues, après achèvement des travaux ou après achèvement des sept jours de prestation. Vous aurez à prendre note sur votre rôle des contribuables qui ont achevé leurs prestations et de ceux qui ont effectué seulement une ou plusieurs journées de travail.

Tous les mois, lorsque vous viendrez à Papeete, vous devrez vous présenter avec vos rôles et vos feuilles d'attachement au Chef du Service des Contributions et au Trésorier Payeur qui vous donneront, après vérification, toutes les indications dont vous pourriez avoir besoin. Mention de votre visite sera faite sur vos rôles.

Enfin, vous délivrerez un récépissé aux contribuables qui auront terminé leurs prestations.

Durée des prestations.

La durée des prestations est fixée pour tous, citoyens ou sujets français, à sept jours seulement.

En sus de ces sept jours de prestations, il ne sera demandé aucun travail supplémentaire sans mon autorisation spéciale, qui ne pourra être donnée, s'il s'agit de travaux d'intérêt local prévus au paragraphe 2 de l'article 37 de l'arrêté organique du 22 décembre 1897, sur les Conseils de district, que sur votre rapport accompagné d'un extrait de la délibération du Conseil de district en ayant proposé l'entreprise.

* * *

J'insiste, tout particulièrement près de vous, pour l'exécution des présentes prescriptions dont le but de décentralisation ne

vous aura pas échappé et compte sur votre zèle et votre activité pour obtenir les résultats qui me permettront de juger votre travail.

L. MONTAGNÉ.

EXTRAITS

Actes du Gouvernement local.

Par décision du Gouverneur, n° 860 c., en date du 30 décembre 1933, M^{lle} Allain (Anne-Marie, Emilie, Angèle), est nommée Compositrice de 7^e classe du Cadre local de l'Imprimerie du Gouvernement à compter du 1^{er} janvier 1934.

Par décision du Gouverneur, n° 861 i. p., en date du 30 décembre 1933, M. Sandford (Francis), Instituteur stagiaire du cadre local en congé pour service militaire, est réaffecté à l'Ecole Centrale de Papeete en qualité de maître-interne à compter du 15 décembre 1933.

La décision n° 255 i. p. du 12 avril 1933, chargeant M. Tauru (Tauraatua), des fonctions de surveillant est rapportée pour compter du 15 décembre 1933.

Par décision du Gouverneur, n° 2 s. g., en date du 6 janvier 1934, une avance de *Mille six cents francs* (1.600 frs.) est mise à la disposition de M. Louis Carlson, Capitaine de la "Mouette" pour l'achat du trousseau de son équipage.

M. Carlson, justifiera de l'emploi de cette somme dans la forme réglementaire et les délais prescrits par les décrets financiers.

Par décision du Gouverneur, n° 4 s. g., en date du 6 janvier 1934, M. Pailloux, Commis des Services civils, est nommé délégué de l'Administration près la Commission municipale chargée des opérations de révision de la liste électorale, pour l'année 1934, de la Commune de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 5 s. g., en date du 6 janvier 1934, une commission composée de :

MM. Bariac, vétérinaire du Service Local,	Président ;
le Chef du Service de Santé ou son délégué	Membre ;
le Chef du Service des Domaines ou son délégué,	id.
le Chef du Service des Travaux Publics ou son délégué,	id.
le Président du Syndicat d'Initiative ou son délégué,	id.

se réunira sur la convocation de son Président pour procéder, à l'établissement d'un plan des travaux économiques et touristiques qui pourront être entrepris en 1934.

Par décision du Gouverneur n° 6 s. g., en date du 6 janvier 1934, une commission composée de :

MM. le Docteur Caro, Médecin Commandant des Troupes Coloniales, Chef du Service d'Hygiène,	Président ;
Gravière, Magistrat,	Membre ;
le Chef du Service des Travaux Publics,	id.
le Capitaine de Port, chargé du Service de la Navigation,	id.
le Contrôleur de la Police Administrative et Judiciaire,	id.

se réunira sur la convocation de son Président en vue d'étudier, de préparer et de soumettre au Chef de la Colonie un projet d'arrêté portant règlement sur la sécurité de la navigation et l'hygiène à bord des navires ayant leur port d'attache dans la Colonie.

Les fonctions de secrétaire seront remplies par le Capitaine de Port.

Par décision du Gouverneur, n° 7 s. g., en date du 6 janvier 1934, une commission composée de :

MM. Gravière, Magistrat,	Président ;
Pailloux, Commis des Services Civils, délégué du Gouverneur,	Membre ;
Demay, Contrôleur de la Police Administrative et judiciaire,	—

se réunira sur la convocation de son Président, en vue de donner son avis sur l'admission à la relégation individuelle du nommé Théophile Poroi et de faire, le cas échéant, toutes propositions sur le lieu de séjour imposé à ce relégué.

Par arrêté du Gouverneur n° 8 j., en date du 8 janvier 1934, M. Baranger (Georges), Président du Tribunal de Première Instance de Papeete, est désigné pour rendre la justice aux Iles-Sous-le-Vent, du 20 janvier au 10 février 1934, en remplacement de M. Roche promu et non remplacé.

M. Baranger, est autorisé, pendant son séjour à Uturoa, à tenir des audiences foraines dans les îles de Huahine et Borabora.

Par décision du Gouverneur, n° 9 c., en date du 8 janvier 1934, M. Anmont, Rédacteur principal de 1^{re} classe de l'Administration Centrale en service détaché est nommé Chef du Bureau d'Administration Générale du Secrétariat Général en remplacement de M. Bogat, en congé.

Par décision du Gouverneur n° 10 c., en date du 8 janvier 1934, M. Bouzer, interprète principal hors classe est affecté pour compter du 1^{er} janvier 1934 au service météorologique.

Par arrêté du Gouverneur, n° 12 j., en date du 10 janvier 1934, M. Lauratet (Jean), Juge-suppléant, est désigné pour tenir une audience à Taravao, le mercredi 17 Janvier 1934.

Par décision du Gouverneur, n° 14 c., en date du 12 janvier 1934, un blâme avec inscription au dossier est infligé à la sage-femme auxiliaire Riro, à Apa, en service à l'infirmerie d'Uturoa, Raiatea (Iles Sous-le-Vent) pour manquements graves dans son service de garde le premier janvier 1934.

(Archipels).

Par décision du Gouverneur, n° 92 c., en date du 30 décembre 1933, pendant le mois de janvier 1934, en l'absence de M. Lemaire Tevaearai, Secrétaire d'Etat civil du district d'Iripau (Ile Tahaa), M^{me} Jeanne Lemaire remplira les fonctions de Secrétaire d'Etat civil. Elle percevra la somme de *Vingt-cinq francs*.

Par décision du Gouverneur, n° 93 c., en date du 30 décembre 1933, M. Terii a Paosafaita, Chef du district de Fiti, est nommé Secrétaire d'Etat civil de Huahine, du 14 décembre 1933, en l'absence de M. Albert Maua jusqu'au retour de ce dernier.

AVIS OFFICIELS

AVIS

Le Public est avisé que la révision des listes électorales s'effectuera du 1^{er} au 31 janvier et qu'aux termes de la législation en vigueur, il appartient aux intéressés de veiller personnellement à ce que leur inscription soit effectuée.

Dans la Commune de Papeete, il sera établi 2 listes : l'une pour les élections au Conseil Supérieur des Colonies qui doit être arrêtée le 25 février (Art. 14 du décret du 23 janvier 1929) ; l'autre annuelle devant servir, s'il y a lieu, pour des élections municipales, et qui sera close à la date du 31 mars (Art. 7 du décret réglementaire du 2 février 1852).

Les délais dont disposent les intéressés sont fixés conformément au tableau ci-après :

Opérations	Termes des délais	
	Listes concernant les élections du Conseil Supérieur et des districts.	Listes concernant les élections municipales.
Date extrême du délai ouvert aux réclamations.	10 février	4 février
Date extrême du délai pour les décisions de la Commission de jugement.	15 février	9 février
Date extrême du délai pour les rectifications des dites décisions.	»	12 février
Date extrême du délai pour l'appel des décisions devant le juge de paix.	21 février	17 février
Date extrême du délai pour les décisions du juge de paix.	24 février	27 février
Date extrême du délai pour la notification.	24 février	2 mars
Date extrême du délai pour le pourvoi en cassation.	»	21 mars

Approuvé :
Le Gouverneur,
L. MONTAGNÉ.

AVIS

(Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 467 du 3 juin 1932.)

Une enquête sera ouverte à Uturoa, (Ile Raiatea) du 16 janvier au 2 février inclus pour la captation d'une source sur la propriété de MM. Grojant et Couture sise à Pufau district de Tevaitoa (Ile Raiatea) et installation d'une turbine de 8 H. P. sur le cours de ce ruisseau.

AVIS

MM. les exportateurs de café sont informés que le taux de la prime à l'exportation du café applicable aux cafés exportés pendant l'année 1932 est fixé à 0 fr. 249 par kilogramme.

Ils ont un délai de 3 mois, courant à compter de la 1^{re} publication du présent avis, pour demander la liquidation de leur créance.

Les demandes devront être adressées au Gouverneur sous le timbre : Secrétariat Général — 1^{er} Bureau.

SERVICE DES CONTRIBUTIONS

Avis concernant les Négociants et Patentés.

MM. les Négociants et Patentés de toutes catégories qui auraient l'intention de cesser leur commerce ou leur industrie sont invités à en faire la déclaration au Bureau des Contributions avant le 1^{er} janvier 1934.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des contribuables pour l'année suivante.

Il leur est rappelé qu'en vertu de l'article 26 de l'arrêté du 16 février 1881, les formules de patentes sont expédiées et remises aux intéressés sur la présentation de la quittance du premier mois.

Avis au sujet de la taxe sur les voitures.

L'Administration rappelle au public les dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1913 établissant une taxe sur les véhicules et rendant obligatoire la déclaration de possession.

Les déclarations ne doivent pas être renouvelées chaque année. Elles doivent être seulement modifiées en cas de changement soit dans les bases de la taxe, soit dans le lieu de son imposition.

Les déclarations sont faites ou modifiées le 31 janvier au plus tard.

Les déclarations de possession en cours d'année de nouveaux véhicules doivent être faites dans les 30 jours de la date des faits qui motivent l'imposition.

Les personnes qui, dans le courant de l'année, deviennent possesseurs de véhicules déjà imposés doivent la taxe à partir du premier janvier de l'année suivante.

La radiation des matrices des véhicules non utilisés, n'est pas admise. Cette radiation n'est effectuée que lorsque la matière imposable a perdu absolument sa destination.

Avis au sujet de la taxe sur les chiens.

L'Administration rappelle au Public que, conformément au décret du 16 juin 1892, les possesseurs de chiens doivent faire leur déclaration à partir du 1^{er} octobre de chaque année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante, date extrême.

Toutefois, il n'est nécessaire de renouveler cette formalité que lorsque le nombre de chiens, précédemment déclaré, a varié depuis l'époque de la dernière déclaration, par augmentation ou diminution.

AVIS

Conformément à l'article 37 de l'arrêté du 16 février 1881 portant règlement sur l'assiette la liquidation et la perception des contributions directes, les matrices pour 1934 devant servir à l'établissement des rôles des patentes, de la prestation, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe sur les voitures seront tenus à la disposition des contribuables au Bureau des Contributions directes du 24 au 31 décembre 1933, inclusivement.

AVIS

aux propriétaires des véhicules offerts en location et servant aux transports en commun.

MM. les propriétaires de véhicules offerts en location et servant aux transports en commun, sont informés qu'à partir du 1^{er} janvier 1934, les vérifications de ces véhicules par le Service des Travaux publics, auront lieu le *lundi de chaque semaine* de 14 à 17 heures.

*Le Chef du Service des Travaux
Publics et des Mines,
CAZABAN MAZEROLLES.*

VU:

*Le Gouverneur,
L. MONTAGNÉ*

AVIS

aux titulaires de permis de conduire les voitures de location les véhicules servant aux transports en commun et les camions dont le poids en charge dépasse 3.000 kilogs.

Le Chef du Service des Travaux Publics et des Mines rappelle aux titulaires de permis de conduire les voitures de location, les véhicules servant aux transports en commun et les camions dont le poids en charge dépasse 3.000 kilogs, qu'ils doivent, tous les ans, conformément à l'art. 31 du Code de la route, faire renouveler leur permis de conduire après une nouvelle visite médicale.

En conséquence, les titulaires de ces permis devront satisfaire à ces prescriptions dans un délai *d'un mois* à compter de la date de publication du présent avis, sous peine des sanctions prévues,

*Le Chef du Service des Travaux Publics
et des Mines
CAZABAN MAZEROLLES*

VU:

*Le Gouverneur:
L. MONTAGNÉ*

DEMANDES DE VENTES

M. Terevaura a Teave demeurant à Punaauia, demande l'autorisation d'acquérir les droits indivis des héritiers a

Toofa, sur une parcelle de la terre Purima 1, sise à Punaauia.

M. Franz Christian Smidt, demeurant à Fautaua, demande l'autorisation d'acquérir de sa sœur, Daisy une parcelle du lot de cette dernière dans la terre Eerere située dans l'avenue de Fautaua.

M. Harley Lister Baggs, demeurant à Moorea, demande l'autorisation de vendre à M. Arthur Flory, demeurant à Paparoa, Moorea, une parcelle de la terre Paparoa sise au district de Papetoai.

Le Chef du district de Takarōa es-qualité, demande l'autorisation d'acheter à M^{lle} Tukipuahaihaumarere a Taukaha, une parcelle de la terre Temaeatupa, sise à Takarōa, partie de l'emplacement de la Chefferie.

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de décembre 1933.

ENTRÉES

1. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
2. Vapeur anglais *Maunganui* de 7.527 tonneaux.
2. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
3. Côté français à voiles *Toara*, de 7 tonneaux.
3. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
3. Côté français à voiles *Tevaïora*, de 11 tonneaux.
3. Côté français à voiles *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
4. Côté français à voiles *Tetuhirau*, de 8 tonneaux.
4. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
4. Vapeur anglais *Makura*, de 8.075 tonneaux.
5. Motor-Ship Panama *Beulah*, de 1.382 tonneaux.
6. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
6. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
7. Côté français à moteur *Taiamani*, de 30 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *France Australe*, de 87 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
9. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
10. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
10. Côté français à moteur *Tairapa*, de 16 tonneaux.
12. Trois mâts à vapeur américain *Bear of Oakland* de 728 ton.
12. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
13. Côté français à voiles *Maria no te hau*, de 10 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Manaura*, de 32 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
17. Côté français à voiles *Célia*, de 11 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
20. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
22. Goélette anglaise à moteur *Tagua*, de 204 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *Gisborne* de 71 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Potii Raiatea* de 121 tonneaux.

28. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
29. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
29. Côté français à voiles *Rotoava*, de 14 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 33 ton.
29. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
29. Côté français à moteur *Taiamani*, de 30 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Manaura*, de 32 tonneaux.
30. Vapeur anglais *Makura*, de 8.075 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
31. Yacht américain à moteur *Viking*, de 23 tonneaux.
31. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
31. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
31. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.

SORTIES

2. Vapeur anglais *Maunganui* de 7.527 tonneaux.
2. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
3. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
3. Vapeur anglais *Makura*, de 8.075 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
5. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
7. Motor Ship panama *Beulah*, de 1382 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
8. Côté français à voiles *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
8. Côté français à voiles *Tevaiora*, de 11 tonneaux.
8. Côté français à moteur *Toara*, de 7 tonneaux.
9. Côté français à moteur *Tetuahirau*, de 8 tonneaux.
9. Yacht américain à moteur *Viking*, de 23 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
12. Côté français à moteur *Taiamani*, de 30 tonneaux.
12. Vapeur français *Ville de Papeete*, de 615 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
13. Trois mâts à moteur américain *Bear of Oakland*, de 728 ton.
13. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
16. Côté français *Tairapa*, de 16 tonneaux.
16. Goélette française à voiles *Maria no te Hau*, de 10 tonneaux.
16. Dundee français à moteur *Bissy-Girl*, de 18 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *France Australe*, de 87 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Manaura*, de 32 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
20. Côté français à moteur *Miti ninamu*, de 15 tonneaux.
20. Côté français à voiles *Célia*, de 11 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
25. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
30. Vapeur anglais *Makura*, de 8.075 tonneaux.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE PAR LICITATION

Au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des

criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete en un lot de la terre "MOPUA" sise au district de Iripau Tahaa (Iles-Sous-le-Vent).

L'ADJUDICATION AURA LIEU.

Le Vendredi 2 Mars 1934.

à huit heures du matin.

Aux requête, poursuites et diligences de :

M. Emile Tambrun, propriétaire, demeurant à Uturoa (Raia-tea) ;

Pour lequel domicile est élu à Papeete, rue Bréa, en l'étude de M^e H. Hoppenstedt, défenseur.

En présence de :

1^o) Mr. Tamaehu a Tatabio, propriétaire, demeurant à Opoa (Raia-tea) appelé aux présentes en sa qualité de tuteur des mineurs Esther a Ehu, Tearai a Ehu et Pahau a Ehu.

2^o) Mr. Tehihio a Tatabio, propriétaire, demeurant à Papeete ;

3^o) M. Terai a Faremiro, propriétaire, demeurant à Papeete ;

4^o) Mr. Maiarii a Faremiro, propriétaire, demeurant à Papeete ;

5^o) M^{me} Harietta a Tahirai, épouse Céran père, propriétaire, demeurant à Papeete ;

6^o) Mr. Céran père, pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse sus-nommée ;

7^o) M^{me} Poura a Tahirai, épouse T. E. Bunkley, propriétaire, demeurant à Papeete ;

8^o) Mr. T. E. Bunkley, pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse sus-nommée ;

9^o) M^{me} Natua a Tahirai, propriétaire, demeurant à Fautau (Pare) ;

10^o) Mr. Peretai, bourrelier, demeurant à Papeete ;

11^o) Mr. Fangerat, Alcide, Receveur de l'Enregistrement, demeurant à Papeete, en sa qualité de curateur aux successions vacantes conformément aux dispositions du décret du 22 mars 1923 pour représenter en tant que de besoin tous héritiers, descendants ou ayant droit connus ou inconnus de Dame Teumere a Punaa.

En exécution d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première instance de Papeete le 2 juin 1931, enregistré et signifié, ordonnant vente par licitation de la terre sus-mentionnée.

Designation :

La terre ou îlot dont s'agit est sise au district de Iripau, île Tahaa, archipel des Iles-Sous-le-Vent, elle s'étend sur une superficie d'environ quatre hectares, on y trouve environ trois cent cinquante cocotiers dont deux cents environ en rapport, quelques pieds de bois de rose et de tamanu.

Le cahier des charges pour parvenir à la présente vente a été déposé au Greffe des Tribunaux, conformément à la loi.

Mise à prix :

Outre les clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix, fixée par le jugement précité du 2 juin 1931, comme suit :

LOT UNIQUE : Mille francs, ci..... 1.000 >

Fait et rédigé par M^e H. HOPPENSTEDT, défenseur pour-suivant à Papeete, le 29 décembre 1933.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

AVIS

M^e Léonce Brault prévient son aimable clientèle que durant son absence de la Colonie il sera représenté par M^e Gaston Capron licencié en droit, avoué, en son étude rue du Commandant Destremeau.

LÉONCE BRAULT, *Défenseur.*

AVIS

M. Paul Bonet prévient tous Commerçants et particuliers qu'il ne répondra pas des dettes contractées par sa femme Anna Terii Tiarii à Tai.

CERCLE DE L'UNION

"RÈGLEMENTS".

Article 1^{er}. — Il est établi à Papeete un Cercle qui prend le nom de "CERCLE DE L'UNION".

Art. 2. — Les adhérents ne sont composés exclusivement que des personnes d'origine chinoise.

Art. 3. — Il a pour but essentiel le développement spirituel des jeunes gens asiatiques.

Art. 4. — Une bibliothèque contenant des ouvrages modernes, d'auteurs français ou autres sera créé obligatoirement.

Les achats des nouveaux livres et les abonnements aux journaux seront exigés.

Art. 5. — Le Cercle est administré par un Comité composé de trois membres dont :

Un Président,

Un Secrétaire,

Un Trésorier.

Art. 6. — Le Comité est élu par les membres à la majorité relative pour une durée d'un an. Il s'occupe de toutes questions pouvant intéresser le Cercle tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les membres de ce Comité seront rééligibles.

Art. 7. — Il est chargé d'administrer consciencieusement le Cercle, en y pourvoyant à tous les besoins nécessaires.

Il convoque les réunions, désigne le Gérant sous réserve de l'approbation de M. le Gouverneur de la Colonie et le congédie sur simple sommation.

Art. 8. — Tout asiatique honorable peut faire partie du Cercle. Les membres seront tenus de verser une mise d'entrée de Cinquante francs et une cotisation mensuelle de Cinq francs.

Art. 9. — Tout asiatique qui voudra faire partie du Cercle devra solliciter par lettre, son admission, au Président ; de même que pour tout membre qui désirera cesser d'en faire partie, devra adresser sa demande au Président.

Art. 10. — Le Comité seul a le droit d'accepter ou de rejeter les demandes d'admission. Il prononcera les radiations qui seront sans appel.

Art. 11. — La Société se réunira en Assemblée Générale tous les ans, pour entendre le rapport du Président et pour statuer sur les questions qui lui seront soumises.

Art. 12. — Tout membre retardataire de plus de trois mois dans ses cotisations peut être radié.

Un membre radié par suite de non-paiement de ses cotisations ne peut sous aucun prétexte être admis à nouveau dans le Cercle.

Art. 13. — Le trésorier est chargé d'effectuer la rentrée des cotisations et des mises d'entrées. Il lui sera adjoint le gérant.

Art. 14. — Le gérant est chargé en outre de l'entretien de la salle et du mobilier.

Art. 15. — Le Comité peut adresser des invitations aux personnes de marque de passage dans la Colonie.

Art. 16. — Tout membre de la Société a le droit d'inviter une ou plusieurs personnes d'origine chinoise seulement.

Art. 17. — Toutes discussions, politique ou religieuse seront interdites ainsi que les jeux de cartes et de hasard en temps que ceux-ci auront pour but la poursuite d'un gain ou d'avantages pécuniaires illicites.

Art. 18. — Le Comité pourra prendre l'initiative d'organiser des fêtes de Charité, en vue de venir en aide aux œuvres de bienfaisance.

Art. 19. — Le Cercle sera ouvert tous les jours jusqu'à minuit.

Art. 20. — La dissolution du Cercle ne pourra être prononcée qu'en Assemblée Générale et à la majorité absolue des membres présents à la réunion.

Dans ce cas, le Comité procédera au règlement des comptes et à la vente du mobilier, l'actif net qui en résultera sera remis à une œuvre de bienfaisance.

Papeete, le 30 décembre 1933.

Un Fondateur,

AUGUSTIN CHUNG, n° 4509.

**MIDI, 7 HEURES
L'HEURE DU
BERGER**

VIENT DE PARAÎTRE

TAHITI

Un élégant volume de 80 pages dont 64 de belles photographies formant la plus complète description pittoresque de Tahiti Moorea, Raiatea parue jusqu'à ce jour.

Frs 16,50 franco contre mandat adressé à L. Gauthier, 2 rue des Ecoles Neuilly-Plaisance. S. & O. France.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1934

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

PROCÈS-VERBAUX**des Délégations Economiques et Financières.**

SESSION ORDINAIRE DE 1933.

PRIX BROCHÉ : 20 francs.**TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES****EN VIGUEUR DANS LA COLONIE.**

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX BROCHÉ : 50 FRANCS.**JOURNAL DE MAXIMO RODRIGUEZ**

Premier Européen ayant habité Tahiti en 1775.

Prix broché : 10 francs.**LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS
DE L'OcéANIE ET DU PACIFIQUE AUSTRAL****Prix broché : 50 francs.****ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE**

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.**"OCEANIA"**

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.**PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS****TAHITI ET SES ARCHIPELS****PRIX BROCHÉ : 12 francs.****NOTICE LEMASSON**

(EXPOSITION COLONIALE DE 1900)

Prix broché : 5 francs.**Règlement sur la Circulation routière.****PRIX BROCHÉ : 2 FR. 50.**

TARIFS POSTAUX. — PRINCIPALES TAXES.

Régime intérieur.
(Arrêté du 28 août 1930.)

Régime franco et intercolonial.
(Arrêté du 12 juin 1930.)

Régime international.
(Arrêté du 26 octobre 1926.)

CATÉGORIES D'OBJETS	RÉGIME INTÉRIEUR, FRANCO-COLONIAL ET INTERCOLONIAL (1).				RÉGIME INTERNATIONAL (1).					
	CATÉGORIES DE POIDS	Affranchissement	POIDS maxi- ma :	DIMEN- SIONS MAXIMA	CATÉGORIES DE POIDS	Affranchissement	POIDS maxi- ma :	DIMEN- SIONS MAXIMA		
Lettres et Paquets clos	Jusqu'à 20 grammes.....	0 50	1 k.500	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	Jusqu'à 20 grammes.....	1 50	2 kilog.	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.		
	De 20 à 50 —	0 75			Au-dessus de 20 gr., par 20 gr. ou fraction de 20 gr.....	0 90				
	De 50 à 100 —	1 »								
	Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr.....	0 40								
Papiers d'affaires et de commerce.	Mêmes taxes et conditions d'ad- mission que pour les lettres, à l'exception des factures, relevés de comptes ou de factures, no- tes d'honoraires, bordereaux d'expédition, dont le tarif, jus- qu'à 20 grammes est.....	0 40	1 k.500	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	Jusqu'à 230 grammes....	1 50	2 kilog.	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.		
Cartes postales	Ordinaires et illustrées (2).	0 40		Max. 15×10. Min. 10×7.	Ordinaires et illustrées..	0 90		Max. 15×10. Min. 10×7..		
	Echantillons	Jusqu'à 50 grammes.....	0 15	500 gr.	30×30×30 ou 45×15×15 ; échantillons d'é- toffes collés sur papier 45×45	Jusqu'à 100 grammes....	0 60	500 gr.	45×20×10, En rouleaux : long. 45 cm. larg. 15 cm.	
De 50 à 100 —		0 25	Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr.....			0 30				
Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr.....		0 20								
Imprimés	Jusqu'à 50 grammes.....	0 15	3 kilog.	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	Par 50 gr. ou fraction de 50 gr.....	0 30	2 kilog. 3 kilog. pour les volumes expédiés isolément	45×45×45. En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.		
	De 50 à 100 —	0 25								
	Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr. (3) (4).....	0 20								
Recommanda- tion	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	Lettres, paquets clos et cartes postales ordinaires.. 1 fr. ». Objets affranchis à prix réduits..... 0 fr. 60. Enveloppes de valeurs à recouvrer..... 1 fr. ».								
	Régime international.	Droit fixe pour tous objets..... 1 fr. 50.								
Avis de réception	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	a) demandé au moment du dépôt de l'objet..... 0 fr. 75. b) demandé ultérieurement..... 1 fr. 50.								
	Régime international	a) demandé au moment du dépôt de l'objet..... 1 fr. 50. b) demandé ultérieurement..... 3 fr. ».								
Réclamations	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	Objets recommandés ayant fait l'objet d'une demande d'accusé de réception..... 0 fr. 75 Objets ord. et rec. n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'accusé de réception. 1 fr. 50								
	Régime international	Objets recommandés ayant fait l'objet d'une demande d'accusé de réception..... 1 fr. 50 Objets ord. et rec. n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'accusé de réception..... 3 fr. »								
Mandats d'articles d'argent	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	DROIT DE COMMISSION :								
		1 ^o Droit fixe applicable à tous les mandats..... 0 fr. 40 Jusqu'à 100 fr., 5 cent. par 5 fr. ou fraction de 5 fr ; De 100 fr. 01 à 500 fr. : 1 fr. pour les premiers 100 fr. ; pour le surplus, 50 cent. par 100 fr. ou fraction de 100 fr. De 500 fr. 01 à 1.000 fr. : 3 fr. pour les premiers 500 tr. ; pour le surplus, 25 cent. par 100 fr. ou fraction de 100 fr. Au dessus de 1.000 fr. : 4 fr. 25 pour les premiers 1.000 fr., pour le surplus, 25 cent. par 250 fr. ou fraction de 250 fr. Les mandats d'abonnement aux journaux acquittent, en sus du droit de commission une taxe additionnelle de 0 fr. 50. Taxe d'expédition et de factage des mandats-cartes et des mandats-lettres;..... 0 fr. 50 Avis de payement.. { a) demandé au moment du dépôt des fonds..... 0 fr. 75 b) demandé ultérieurement..... 1 fr. 50 Réclamations..... 1 fr. 50 En sus du droit de commission et, le cas échéant, des taxes d'abonnement et de factage, il est perçu, sur le montant des mandats franco-coloniaux, une taxe de change de 1 fr. 25 %.								

(1) Les objets de correspondance adressés poste restante sont passibles, en sus de la taxe ordinaire d'affranchissement, d'une surtaxe de dix centimes (0.10) par objet, pour des journaux et écrits périodiques, et de 30 centimes (0.30) par objet, pour toutes les autres correspondances. Si cette surtaxe n'est pas acquittée au départ elle est perçue sur le destinataire.

(2) Par exception, les cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure, à l'exception de toute annotation manuscrite sont admises au tarif de 0 fr. 15 lorsqu'elles portent, au recto, uniquement la date, la signature et l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance.

(3) Une catégorie d'imprimés dits "urgents", dont la liste limitative est la suivante : prix courants, mercures, cotes de bourse, ou d'office public ou de vente, lettres de convocation et d'invitations, avis de passage des voyageurs de commerce, avis de naissance, de mariage ou de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et de copies destinées à l'impression dans les journaux, devront acquitter une taxe additionnelle de dix centimes par objet pour bénéficier de l'acheminement dans les mêmes conditions que les lettres missives.

(4) Cartes de visite. — Le tarif de 0.15 est applicable aux cartes de visite contenant les indications manuscrites autorisées sur les imprimés. Celles comportant, imprimés ou manuscrits, des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléance ou autre formule de politesse exprimé en 5 mots ou au moyen de cinq initiales conventionnelles au maximum sont admises au tarif de 0.25.

TARIFS POSTAUX (suite).

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	VOIES	POIDS	TAXES
Colis postaux	FRANCE.	Echange direct.....	1	10 60
			5	19 60
			10	30 75
			15	45 75
			20	60 00
	ÉTATS-UNIS.	Echange direct.....	3	4 60
			5	7 60
			10	15 20
	AUSTRALIE.	Echange direct.....	1	8 10
			3	12 60
			5	19 10
	NOUVELLE-ZÉLANDE.	Echange direct.....	3	8 10
			5	12 10